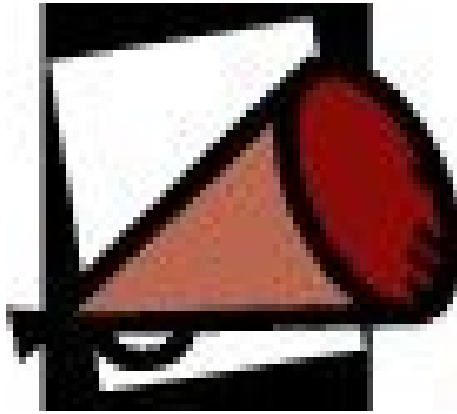


<https://www.pressegauche.org/Debacle-pour-les-partis-de-l-ordre-au-Chili>



# Débâcle pour les « partis de l'ordre » au Chili

- International - Amérique centrale et du sud -



Date de mise en ligne : mardi 25 mai 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Nous publions les premières analyses de notre camarade Franck Gaudichaud, rédigées au lendemain du scrutin organisé au Chili les 15 et 16 mai, et mises en ligne sur son blog hébergé par « le Monde diplomatique ».**

photo et article tirés de NPA 29

Surprise électorale, débâcle des partis traditionnels, « nuit des longs couteaux » au sein de la droite, début de la fin pour les héritiers de Pinochet, énorme défaite du président Sebastián Piñera qui l'a reconnue lui-même, victoire du mouvement populaire... Depuis hier [dimanche] soir, la presse chilienne multiplie les superlatifs pour cerner le séisme politique qui vient de secouer la cordillère des Andes, du désert d'Atacama jusqu'aux terres froides de la région de Magellan.

### **Nombreux obstacles**

Les Chiliens étaient appelés aux urnes samedi 15 et dimanche 16 mai pour quatre scrutins simultanés : maires, conseillers municipaux et gouverneurs régionaux devaient être renouvelés et une convention constitutionnelle élue afin de rédiger une nouvelle constitution de la République.

Personne, surtout pas les instituts de sondages, n'avait anticipé un tel bouleversement, même si l'isolement de l'exécutif était patent et le rejet de la « caste » politique massif depuis des années. Malgré la puissance de la révolte populaire d'octobre 2019 et son impact sur l'ensemble du paysage institutionnel, on pouvait être assez circonspect quant aux transformations provoquées par cette séquence électorale.

L'attention était particulièrement centrée sur les élections à la convention constitutionnelle, élections arrachées de haute lutte et destinées à mettre fin à la Carta Magna néolibérale édictée il y a 41 ans, durant la dictature.

Nature du système électoral privilégié pour ces élections, unité de la droite et de l'extrême droite sous une seule bannière (celle de « Chile Vamos »), pacte signé au sein du Parlement pour s'assurer que la future constitution soit validée par une majorité qualifiée des deux-tiers :

prédominance financière et médiatique des principaux partis qui ont gouverné le pays depuis trente ans, difficultés rencontrées par les militants issus du mouvement social pour légaliser leur candidature, grande fragmentation du camp indépendant et attermolements de la gauche, sans parler de la pandémie et de la crise économique... : les obstacles étaient légions.

### **Humiliation pour le président en exercice**

Néanmoins, les résultats électoraux d'hier [dimanche 16 mai] changent profondément la donne. Tout d'abord, en ce qui concerne la constituante : la coalition de droite a du ravalier sa morgue. Ses dirigeants semblaient sûrs de réussir au moins à remporter un petit tiers des sièges (soient 52 sur 155), lui assurant ainsi une minorité de blocage et un droit de veto sur tous les articles de la future Constitution : c'est raté.

Avec un peu plus de 23% des voix, « Chile Vamos » devra se contenter de 37 sièges. C'est aussi un châtime et

une humiliation pour le président en exercice, M. Piñera, responsable de la crise que vit son pays depuis des mois.

Autre surprise, les rapports de forces au sein de l'opposition de gauche se trouvent largement inversés. La liste qui regroupait le Parti communiste et le Front large (Frente amplio, nouvelle gauche issue des mouvements des années 2010) réussit son pari avec 28 élus constituants (18 % des suffrages exprimés).

À l'inverse, les partis sociaux-libéraux de l'ancienne Concertation, qui ont gouverné de 1990 à 2010 sans remettre en cause l'héritage économique de la dictature, n'obtiennent que 25 sièges (dont 15 pour le Parti socialiste et seulement 2 pour la Démocratie chrétienne).

### Rejet massif des partis

Gauche et centre-gauche ne représenteront cependant qu'un tiers de l'assemblée. La véritable surprise vient surtout de l'ampleur du vote en faveur des « indépendants » qui raflent au total 48 sièges, marquant définitivement le rejet, massif, des partis politiques.

Il s'agit d'un ensemble de candidatures très hétérogènes, incluant des complotistes et conservateurs notoires. Mais une majorité critique l'héritage autoritaire et néolibéral des dernières décennies.

C'est particulièrement le cas des candidats de la « liste du peuple », qui regroupait des représentants des mouvements sociaux et de la société civile organisée, et qui avec 24 sièges fait entrer au sein de la constituante des figures de la révolte d'octobre, comme la « tante Pikachu » ou encore plusieurs dirigeantes du mouvement féministe, dont Mme Alondra Carillo.

D'ailleurs, dans cette élection les femmes ont eu de bien meilleurs résultats que les hommes, certaines d'entre elles devant même renoncer à leur siège au nom du respect de la parité au sein de la convention constitutionnelle...

Ainsi, si la droite perd le droit de veto qu'elle espérait, des alliances entre des représentants de la gauche sociale et politique pourraient permettre de gagner les deux tiers de l'assemblée et commencer à déconstruire le néolibéralisme chilien.

### Tourner la page de la dictature ?

À Santiago, Mme Irací Hassler, militante féministe et communiste trentenaire, l'emporte face à M. Felipe Alessandri (droite) qui s'était fait remarquer par ses déclarations misogynes et anticommunistes durant la campagne.

Au niveau des gouverneurs, la victoire de M. Rodrigo Mundaca à Valparaíso, militant écologiste, défenseur de l'eau comme bien commun, a été célébrée dans l'euphorie et la joie par de nombreux militants d'organisations sociales et environnementales.

La crise de la représentation et de légitimité des partis et du système institutionnel ne se traduit pas seulement par le vote : lors de ce week-end d'élections, l'abstention aussi a été historique, à 61,4% du corps électoral !

Elle l'est plus encore dans les communes populaires où elle pourrait dépasser 65 %, parfois 70%.

## Débâcle pour les « partis de l'ordre » au Chili

---

Ainsi, une majorité de citoyens ne s'est pas sentis concernés par ce moment politique (tandis qu'une partie des mobilisés d'octobre 2019 appelaient quant à eux à boycotter le « cirque électoral » pour continuer à lutter dans la rue).

Dans leur majorité, les Chiliens continuent de marquer leur indifférence ou leur défiance envers ceux « d'en haut », qu'ils soient de droite ou de gauche, issus des partis ou encore indépendants.

Alors que la convention constitutionnelle doit siéger durant 9 à 12 mois, les élections présidentielles de novembre prochain viendront à nouveau poser cette question : quel Chili s'agit-il de construire pour tourner la page de la dictature ?

Franck Gaudichaud Hebdo L'Anticapitaliste 20/05/2021

<https://lanticapitaliste.org/>

<https://blog.mondediplo.net/>